

## **ACTU CGE (20 mai 2022)**

### **Laurent Champaney : « On a besoin de jeunes pour combattre de l'intérieur les dérives de l'industrie »**

#### **Entretien**

À la tête de la **Conférence des grandes écoles (CGE)**, Laurent Champaney, directeur général de l'École nationale supérieure d'arts et métiers, regrette qu'un nombre croissant de jeunes diplômés « désertent » la sphère économique traditionnelle, au lieu de mettre leurs savoirs au service d'un monde plus durable.

- Recueilli par Denis Peiron, le 15/05/2022 à 09:13

#### **La Croix : Lors d'une remise de diplômes, des élèves d'AgroParisTech ont appelé la jeunesse à « désertier » l'industrie. Cela vous surprend-il ?**

Laurent Champaney : Pas du tout. C'est une tendance que l'on observe depuis environ cinq ans dans nos écoles d'ingénieurs, de commerce ou dans les instituts d'études politiques. Nombre de nos élèves présentent une très forte conscience écologique, et de 5 à 10 % adoptent une démarche militante : ils modifient leur façon de manger, de consommer, s'imposent des règles de vie drastiques pour limiter leur empreinte. Cela peut les conduire, par exemple, à refuser un voyage d'études aux États-Unis pour éviter de prendre l'avion – décision que nous acceptons. Certains, comme ces élèves d'AgroParisTech, vont jusqu'à boudier les métiers auxquels *ils* ont été formés.

#### **Comprenez-vous leur position ?**

LC : Il est bon et légitime que les jeunes nous alertent sur l'urgence climatique. Ce qui est plus contestable, c'est la façon de faire. Dans nos écoles, les élèves sont sans doute plus animés par les questions politiques que par le passé. Mais cette mobilisation se fait souvent loin des urnes et, de surcroît, via la constitution de collectifs plus ou moins éphémères, qui refusent de désigner des représentants. Ce qui ne permet guère aux établissements de construire un dialogue. Surtout, les plus radicaux décident de « désertier », plutôt que d'utiliser les connaissances et compétences scientifiques, techniques, que la collectivité leur a permis d'acquérir en finançant leurs études, pour changer le monde à plus grande échelle.

#### **Ces jeunes en sont-ils redevables à la société ?**

LC : Nos établissements forment une élite qui, en retour, devrait se sentir investie de responsabilités. On a par exemple besoin de jeunes qualifiés pour combattre de l'intérieur les dérives de l'industrie, dont les finalités, effectivement, devraient être de répondre aux besoins de la société et non de servir en priorité les intérêts des actionnaires. Je ne sous-estime pas la force d'inertie qui existe parfois en la matière. Mais ce n'est pas en refusant de rejoindre ce secteur ou en quittant l'entreprise après quelques semaines, comme cela se voit de plus en plus, qu'on relève le plus efficacement les défis environnementaux. Beaucoup de nos élèves refusent ainsi d'entendre parler de sidérurgie. Or l'acier reste indispensable ! Et si l'on n'est plus en

mesure de le produire en France, on ira le chercher à l'autre bout de la planète, avec un coût écologique considérable. Mieux vaudrait s'engager ici pour produire de manière plus raisonnable et mieux recycler.

### Comment les grandes écoles s'adaptent-elles à ces aspirations écologiques ?

LC : Certaines proposent des cours spécifiques pour mettre les sciences, les technologies, l'économie au service d'un monde plus durable. La plupart proposent, en marge des enseignements, des travaux de groupe pour cerner comment on peut, individuellement et collectivement, agir sur le climat.

Ce qui a le plus changé, c'est la façon dont ces enjeux s'invitent dans nos cours. On ne va plus se demander comment accroître le rendement de tel processus industriel, mais comment produire avec moins d'énergie, en émettant moins de carbone. Nos élèves mettent souvent ces thématiques au cœur de leurs travaux. Ce que nous valorisons.

De nombreux établissements se sont par ailleurs engagés dans l'accord de Grenoble, lancé par l'association COP2 Étudiante, qui assigne à l'enseignement supérieur français une série d'objectifs concrets en matière de transition écologique. Pour autant, nos écoles ne sauraient aborder ces sujets sous l'angle d'une décroissance radicale.

LA CROIX [Lien](#)

-----

### **Ces jeunes qui tournent le dos aux grandes entreprises au nom de leurs valeurs**

Ils forment les jeunes élites, celles dont les carrières semblent toutes tracées. Pourtant, certains jeunes très diplômés choisissent de tout « plaquer », de renoncer à un gros salaire, pour un métier qui a du sens. C'est ce que montre avec éclat une vidéo devenue virale mercredi 11 mai, dans laquelle un groupe d'élèves de l'école d'ingénieurs AgroParisTech appelle à « désertter » l'agro-industrie. [...]

Marie Trelu-Kane, cofondatrice et présidente d'Unis-Cité, nuance aussi la portée du discours des jeunes d'AgroParisTech. « De là où je suis, il ne me semble pas que les jeunes très diplômés s'investissent tant que ça. Très peu s'engagent dans un service civique, alors même qu'ils y trouveraient un espace pour ne pas être réduits à des choix manichéens. » [...]

Alors qu'en 2015, à la suite des attentats, François Hollande avait insisté pour que le service civique soit un trait d'union entre les jeunes de divers horizons, ce vœu est resté pieux. « Nous avons rencontré la **Conférence des grandes écoles**, pour que le service civique devienne partie prenante de leur formation. À ce jour, seule Polytechnique s'y prête », assure la présidente.

LA CROIX [Lien](#)

---

## **Rapport Jouzel : l'enseignement supérieur passe au vert, mais pas son ministère**

Entre guerre et pandémie, le rapport remis le 16 février par le climatologue Jean Jouzel à la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, est passé presque inaperçu, au grand regret de son auteur. L'enjeu n'est pourtant pas des moindres : revoir le contenu des formations de l'enseignement supérieur pour préparer les professionnels et citoyens de demain à répondre au défi écologique.

En deux ans, le scientifique et son groupe de travail ont recensé les mesures qui s'imposent selon eux sur ce thème. Le document de près de 100 pages, publié officiellement le 23 mars, propose des dizaines de recommandations détaillées.

« Les étudiants d'aujourd'hui auront un rôle tout à fait spécifique dans les prochaines décennies. Soit ils réussiront la transition, soit ils la subiront. Il y a urgence à faire en sorte qu'ils soient à l'aise dans le monde qui vient », a averti Jean Jouzel, lors d'un webinaire organisé pour l'occasion. [...]

### **Former les formateurs**

Le groupe de travail a longuement appelé le ministère à dépasser sa fonction de superviseur et à se montrer plus actif. « Les enseignants-chercheurs ne vont pas se mettre à enseigner la transition tout seuls. Ils ont besoin d'acquérir une légitimité et, pour cela, il faut libérer du temps afin de les former. Tout cela demande clairement de moyens financiers », souligne Gérald Majou de La Débutrie, co-auteur du rapport au nom de la **Conférence des grandes écoles (CGE)**.

Surtout, l'Etat dispose d'outils coercitifs pour accélérer la refonte des programmes. Chaque établissement du supérieur est habilité à délivrer sa formation par des ministères de tutelle. Dans le cas des écoles de gestion et des écoles d'ingénieur, le pouvoir d'accréditer ou non une formation est dédié à des commissions spéciales, au sein desquels le ministère de l'Enseignement supérieur est représenté.

« Si ces instances exigent d'intégrer les enjeux environnementaux dans les formations pour se faire reconnaître, aucun établissement ne va prendre le risque de se voir retirer ce sésame. C'est une façon pour l'Etat d'intervenir sans toucher directement aux programmes », affirme Denis Guibard, responsable de la commission développement durable de la **CGE**. [...]

### **Manque de volonté politique**

Mais, toutes ces recommandations, inscrites dans le document remis par Jean Jouzel, attendent toujours une réponse du ministère. Les espoirs des membres du groupe de travail ont vite été douchés. « Si ce rapport a vu le jour, c'est essentiellement grâce à la mobilisation fantastique des étudiants. Nous, nous demandions ça depuis des années mais sans rien obtenir, confie Gérald Majou de La Débutrie. Ça a été un bon signal de la part du ministère, mais on sent que depuis, on est dans une période de flottement. » [...]

ALTERNATIVES ECONOMIQUES [Lien](#)